

Unité départementale de la Marne
Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00
Parc technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51 100 REIMS

Reims, le 04 juin 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHARBONNEAUX BRABANT - site Colbert

52 rue de la justice
51100 Reims

Références : D1 i 2024-377
Code AIOT : 0005701556

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/05/2024 dans l'établissement CHARBONNEAUX BRABANT - site Colbert implanté Zone Industrielle Ouest, 34 rue Emile Druart, 51370 Saint-Brice-Courcelles. L'inspection a été annoncée le 26/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite à eu lieu dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles de l'inspection des installations classées et en particulier en lien avec une action nationale relative aux établissements SEVESO seuil haut. Cette visite avait donc pour objectif de tester et vérifier l'organisation de l'exploitant relative à la gestion des situations d'urgence en lien avec son plan d'opérations interne.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHARBONNEAUX BRABANT - site Colbert
- Zone Industrielle Ouest, 34 rue Emile Druart, 51370 Saint-Brice-Courcelles
- Code AIOT : 0005701556
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le groupe Charbonneaux-Brabant exploite un site de stockage et de conditionnement de produits

chimiques au 34 rue Emile Druart sur la commune de Saint-Brice-Courcelles (51), dit site Colbert. Les produits chimiques ne sont pas fabriqués sur le site Colbert. Cet établissement est désormais classé SEVESO seuil haut depuis 2023.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Shunt
- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rôle du POI	Code de l'environnement du 01/06/2015, article L515-41	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 14/06/2023, article 6.3.1	Sans objet
3	Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I-5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un test d'une barrière de sécurité valorisée en MMR (mesure de maîtrise des risques) a été effectué en situation réelle et a fait l'objet d'un test concluant. De plus, un exercice de gestion de situation d'urgence a été réalisé en collaboration avec l'exploitant. Cet exercice s'est globalement bien déroulé et fait l'objet des quelques constats de l'inspection relatés dans ce rapport. Ces constats donnent lieu à quelques remarques et demandes de la part de l'inspection sous un délai maîtrisé. La dernière mise à jour du POI intégrant les exigences réglementaires récentes est attendue également d'ici 1 mois. Ce dernier point fait l'objet d'une proposition à Monsieur le Préfet de la Marne d'un rappel des exigences réglementaires applicables à l'établissement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2023, article 6.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques
Prescription contrôlée : Des mesures de maîtrise des risques sont prescrites en annexe 1 du présent arrêté (Voir ANNEXE 1 – informations sensibles – non communicables).
Constats : Le test d'une mesure de maîtrise des risques prescrite à l'exploitant pour éviter le mélange de produits incompatibles sur la zone de dépotage d'acide chlorhydrique a été réalisé en grandeur réelle. Ce test a été concluant. L'exploitant s'engage à mettre en place un réceptacle en cas de test en condition réelle avec un mélange incompatible afin de recueillir les éventuels rejets générés par le test.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rôle du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2015, article L515-41
Thème(s) : Risques accidentels, Rôle du POI
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de :</p> <p>1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ;</p> <p>2° Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant tient à jour ce plan.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un plan d'opération interne (POI) est en place au niveau de l'établissement. La dernière version de ce POI reçue par l'administration date du 28/10/2021 et est en cours de révision par l'exploitant afin d'intégrer les nouvelles exigences de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 modifié.</p> <p>L'exploitant a sollicité un délai supplémentaire pour la réalisation de cette mise à jour puisqu'il est en attente des derniers éléments du bureau d'étude avec lequel il a contractualisé pour la mise en place des premiers prélèvements environnementaux en cas d'accident.</p> <p>L'inspection propose à monsieur le préfet de la Marne, de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires via une lettre de suite préfectorale. Il devra transmettre à l'inspection le POI à jour d'ici 1 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Gestion des situations d'urgence

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I-5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mise en œuvre du POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.</p> <p>Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.</p> <p>Ces procédures font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
<p>Constats :</p> <p>Un exercice POI a été réalisé en grandeur réelle le jour de la visite. L'objectif était de s'assurer de l'effectivité de la mise en œuvre de l'organisation interne définie dans ce document, du déclenchement d'une alarme incendie jusqu'à l'appel des secours.</p> <p>Pour cela, l'inspection a réalisé cet exercice avec la participation du SDIS 51.</p> <p>L'exercice a concerné le SCENARIO N°3 du POI : Incendie dans le bâtiment 6 >> Zone 3 (le long du canal). Une fiche réflexe est disponible dans le POI et synthétise les actions réflexes à mener en cas d'incendie.</p> <p>L'exploitant a mis en place un fumigène dans la zone concernée par l'exercice afin de simuler une détection incendie.</p>

Dans les grandes lignes du déroulé de l'exercice :

14h02 : Le fumigène a été mis en place

14h04 : l'alarme incendie s'est déclenchée (alarme sonore)

Le chef d'équipe logistique a procédé dans la foulée à l'évacuation de tout le personnel jusqu'au point de rassemblement à l'entrée du site.

14h06 : Appel de la société de Télésurveillance « PERIN SECURITE » à l'accueil CHARBONNEAUX-BRABANT Site Valmy,

Le chef d'équipe production a, quant à lui, procédé à l'évacuation de la partie production. Il a identifié sur la centrale incendie la zone 3 dans laquelle s'est produit le déclenchement du détecteur incendie puis a supervisé l'équipe d'intervention pour l'équipement de 2 personnes avec les ARI (appareils respiratoires isolants). 2 personnes étaient présentes pour équiper 2 autres personnes, soit 5 personnes en tout avec le chef d'équipe (dans la zone 1 du bâtiment).

14h08 : 2 personnes (équipe ARI) sont équipées et partent en reconnaissance au niveau de la zone 3.

14h10 : Les deux équipiers repèrent rapidement l'origine de la fumée et ils sont prêts à dérouler un PIA (poste d'incendie additivé).

14h11 : Mise en place d'une personne pour refuser les véhicules à l'entrée du site.

Appel du personnel au point de rassemblement (3 personnes absentes, il s'agit de l'équipe d'intervention).

14h12 : l'équipe ARI revient au niveau de la zone 1 par l'extérieur puisque la porte sectionnelle de la zone 3 vers les bassins est restée ouverte avant, pendant et après l'exercice. Ils confirment au chef d'équipe production qu'il y a bien un départ de feu zone 3 du bâtiment 6. Les accès aux RIA (Robinefs Incendie Armés) sont dégagés pour permettre une première intervention (simulée). L'équipe ARI n'a pas de consigne concernant le désenfumage de cette zone, et la coupure électrique au niveau du bâtiment 6

14h15 : Appel aux pompiers « 18 »

14h19 : Appel de la société « BUREAU VERITAS » dans le cadre de l'astreinte de prélèvement d'urgence (2 appels sans réponse).

Un contrat a été établi avec la société qui garantit une intervention pour réaliser les 1ers prélèvements environnementaux dans les 4h suivant un sinistre. Il s'avère que personne n'a été joignable le jour de l'exercice.

14h21 : Appel de la société « DERICHBOURG » (entreprise voisine) pour leur permettre de se protéger.

14h22 : Ouverture de la barrière pour faciliter l'entrée à l'intérieur du site des secours.

Appel à nouveau de la société « BUREAU VERITAS » (2 appels sans réponse).

Le PC sécurité (poste de commandement) n'a pas pu être mis en place puisque le bâtiment 1 (ancien bâtiment d'accueil) prévu dans le POI a été démoli.

La portée de l'exercice est donc réduite. Il a été décidé de statuer sur la maîtrise du départ de feu par l'équipe ARI, actant la fin de l'exercice.

14h30 : Fin de l'exercice, le personnel rejoint son poste de travail.

Les échanges se poursuivent en salle. L'inspection demande à l'exploitant une extraction de l'état des stocks du jour, ciblé sur la zone 3 incriminée dans l'exercice.

L'état des stocks est présenté. Il est à jour et accessible en tout temps et depuis n'importe quel endroit selon l'exploitant. Dans l'état des stocks, figurent a minima les éléments concernant les rubriques ICPE, les mentions de dangers relatifs aux différentes références, les quantités et les emplacements par code dépôt qui ne sont pas explicités jusqu'à présent. Ne figurent par les codes ONU des produits.

Selon l'exploitant, toutes les Fiches de Données de Sécurité (FDS) des produits réceptionnés, conditionnés et livrés sont accessibles facilement à travers leur réseau interne et le site internet QuickFDS.

Le SDIS échange avec l'exploitant sur la mise à jour du plan ETARE (Établissements répertoriés) du site puisque celui-ci a été mis à jour récemment mais une dernière version accompagnée d'un guide de réalisation va être prochainement diffusée par le SDIS 51. Il est rappelé également à l'exploitant de bien préciser les conditions météorologiques du jour afin de pouvoir sélectionner le point d'accès le plus judicieux le jour J.

L'inspection s'interroge sur les conséquences d'une coupure d'électricité au niveau du bâtiment 6, puisque que la zone 4 est équipée d'un groupe motopompe qui permet le sprinklage automatique de cette zone en cas d'incendie. L'exploitant indique que ce groupe motopompe dispose de batteries qui lui permettent de fonctionner de manière autonome.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Quelques enseignements, informations complémentaires, modifications de l'organisation sont à prendre en compte par l'exploitant à l'issue de cet exercice, on peut retenir notamment les points suivants :

- **Disposer d'un PC sécurité pour fin mai 2024 :** l'exploitant s'engage à mettre en place un PC sécurité à l'entrée de l'établissement conformément à l'organisation définie au sein du POI en vigueur, suite à la destruction du bâtiment 1 qui était un bâtiment administratif pouvant servir en cas de crise. Il s'engage pour mai 2024 à mettre en place un bungalow de chantier équipé.
- **Modifier le POI de l'établissement pour fin juin 2024 :**
 - intégration des exigences concernant les prélèvements environnements suite à un sinistre (article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié) ;
 - intégrer dans le POI le contrôle des portes sectionnelles pour qu'elles puissent être maintenues fermées en cas d'incendie afin d'éviter de favoriser un incendie ;
 - vérifier la nécessité d'intégrer des consignes relatives au désenfumage des bâtiments ;
 - intégrer dans le POI la nécessité de vérifier l'état du bassin de confinement des eaux incendie pour contrôler son remplissage (notamment au sortir du week-end) ;
 - mettre à jour les fiches réflexes du POI en les adaptant à chaque scénario (la coupure électrique est-elle nécessaire ?, évoquer le désenfumage, ne pas évoquer les zones non concernées éventuellement, etc.)
 - adapter l'organisation en fonction des effectifs susceptibles d'être présents sur site à un instant t (effectif réduit à partir de 15h30 par exemple).
- **Se positionner pour fin juin 2024** par rapport à la réglementation applicable en terme de désenfumage du bâtiment 6 pour vérifier si les portes sectionnelles doivent rester ouvertes ou fermées et si le déclenchement des trappes de désenfumage doit ou non être automatisé ;
- **Améliorer l'état des stocks pour fin juin 2024**, en intégrant par exemple les codes ONU des produits chimiques, permettre un accès plus rapide aux FDS (Fiches de Données de Sécurité) des produits concernés, mais aussi éventuellement supprimer des informations inutiles (tout en conservant les informations réglementaires exigées à l'article 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié), ou encore expliciter clairement les codes dépôts utilisés ;
- **Garantir la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements** dans des délais adéquats en cas de nécessité, pour réaliser les prélèvements environnementaux.

Type de suites proposées : Sans suite